



**BILAN 2010 ET PERSPECTIVES 2011**  
**ASR MINISTERIELS ET MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES**  
**DANS LES MARCHES**  
**ACCOMPAGNES PAR LA MAISON DE L'EMPLOI DE PARIS**

**SERVICE DES ACHATS DE L'ÉTAT**  
**28 JUIN 2011**



MAIRIE DE PARIS



Chambre de commerce  
et d'industrie de Paris  
Paris



cité  
la cité des métiers  
un lieu universcience

## PREAMBULE

---

A la suite des conclusions du Grenelle de l'environnement et du Grenelle de l'insertion, la circulaire du Premier ministre du 3 décembre 2008 a engagé l'Etat dans un Plan Administration Exemplaire en faveur du développement durable de l'économie.

Cette politique mobilise les dépenses de fonctionnement de l'Etat pour promouvoir des modes de consommation et de production durables et favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi. La commande publique en constitue le levier d'action principal.

La mise en œuvre opérationnelle de ce programme se décline en plans ministériels et relève de la responsabilité du Service des achats de l'Etat (SAE). Elle doit permettre aux achats publics socialement responsables de représenter, d'ici 2012, au minimum 10% des achats courants de l'Etat dans les secteurs comportant au moins 50% de main d'œuvre.

Pour accompagner le volet social de cette stratégie achat, la Maison de l'emploi de Paris a développé un pôle d'ingénierie « marchés publics et insertion » dont l'expertise est aujourd'hui requise par l'ensemble des ministères et les services du Premier ministre.

Depuis début 2008, période de préfiguration et d'expérimentation avec le MINEFI, jusqu'à la publication des résultats qui font l'objet de ce document, nous avons :

- mobilisé les dispositions du code des marchés publics,
- accompagné les services et les pouvoirs adjudicateurs ministériels,
- conseillé les entreprises attributaires pour définir les modalités de réalisation des clauses sociales,
- coordonné les acteurs de l'emploi et de l'insertion par l'activité économique.

Avec pour seul objectif, que les orientations de l'Etat exemplaire se traduisent par un impact économique et social réel sur les territoires concernés et permettent le retour à l'emploi durable de ceux qui en étaient privés.

La MEP est le partenaire des administrations ministérielles et des services du Premier ministre.

- Le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie
- Le Ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat
- Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé
- Le Ministère des Sports
- Le Ministère des Solidarités et de la Cohésion Sociale
- Le Ministère de la Ville
- Le Ministère de la Défense et des Anciens combattants
- Le Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
- Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement
- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire
- Le Ministère des Affaires étrangères et européennes
- Le Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration
- Le Ministère de la Justice et des libertés
- Le Ministère de la Culture et de la Communication
- Les services du Premier ministre

Pour inscrire durablement les pratiques d'achat socialement responsable, favoriser l'adhésion de l'ensemble des services et des établissements publics, amplifier la mise en œuvre des clauses sociales,

3 conventions pluriannuelles de partenariat ont été établies entre la Maison de l'emploi de Paris et les 4 ministères suivants :

- Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative
- Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire

D'autres sont en cours d'élaboration.

# SOMMAIRE

## I. Bilan des clauses sociales pour l'année 2010

- Nombre de marchés et objectifs d'insertion
- Heures d'insertion réalisées
- Recrutements directs réalisés
- Apport aux structures d'insertion par l'activité économique
- Ventilation par ministère des marchés notifiés et en cours
- Ventilation des recrutements par ministère et catégorie d'emploi

## II. Bilan des clauses sociales depuis 2008

La mise en œuvre d'une démarche d'insertion avec les pouvoirs adjudicateurs

1. Marchés notifiés et objectifs d'insertion contractualisés
2. Entreprises attributaires des marchés
3. Heures d'insertion réalisées et prestations concernées
4. Recrutements réalisés
5. Typologie des publics recrutés
6. La clause sociale, un dispositif d'accès à l'emploi durable : quelques parcours d'insertion

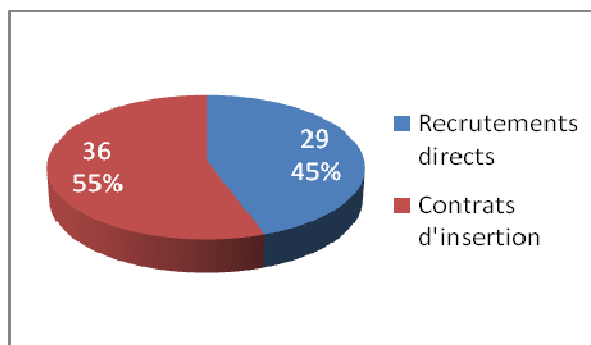
Récapitulatif des marchés par ministère depuis 2008

Récapitulatif des recrutements par ministère depuis 2008

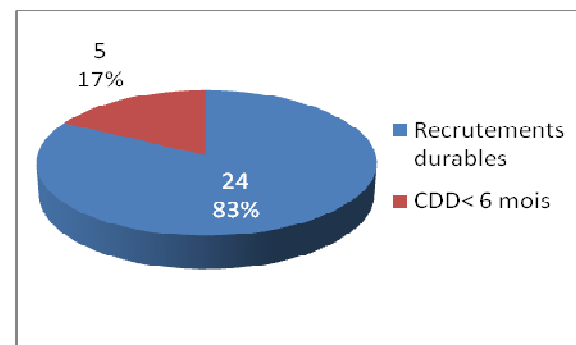
## I. BILAN DE L'ANNEE 2010

Nombre de marchés concernés par la clause sociale	<p><b>35 nouveaux marchés notifiés en 2010.</b></p> <p><b>48 marchés en cours (notifiés en 2009 et 2010) en lien avec 8 ministères.</b></p>
Objectifs d'insertion pour l'année 2010	<b>35 660 heures, soit l'équivalent de 20 Etp (équivalents temps plein).</b>
Heures d'insertion réalisées	<p><b>34 194 heures d'insertion</b> ont été réalisées en 2010</p> <p>Au 31 décembre 2010, il restait 1 466 heures à réaliser, soit 4% des objectifs d'insertion.</p>
Recrutements directs réalisés	<p><b>29 recrutements directs</b> ont été réalisés en 2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 17 CDI</li> <li>• 5 contrats en alternance : 3 contrats d'apprentissage et 2 contrats de professionnalisation,</li> <li>• 1 CDD &gt; 12 mois</li> <li>• 1 CDD de 6 à 12 mois</li> <li>• 5 CDD &lt; 6 mois</li> </ul> <p>⇒ <b>83 % des recrutements directs sont des emplois durables (CDD de plus de 6 mois, contrats en alternance, CDI)</b></p>

En 2010, les modalités d'exécution des clauses sociales ont été à 45% des recrutements directs et à 55% des contrats d'insertion réalisés par l'IAE



83 % des recrutements directs sont des emplois durables

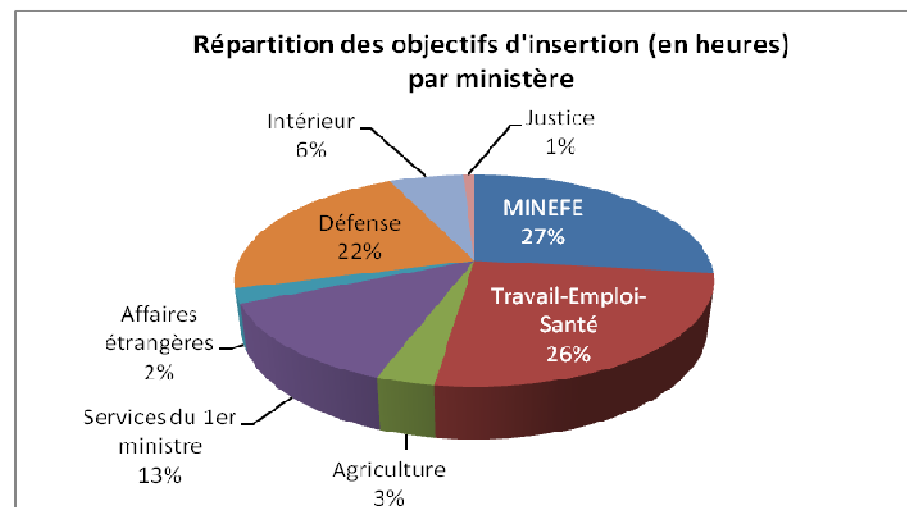
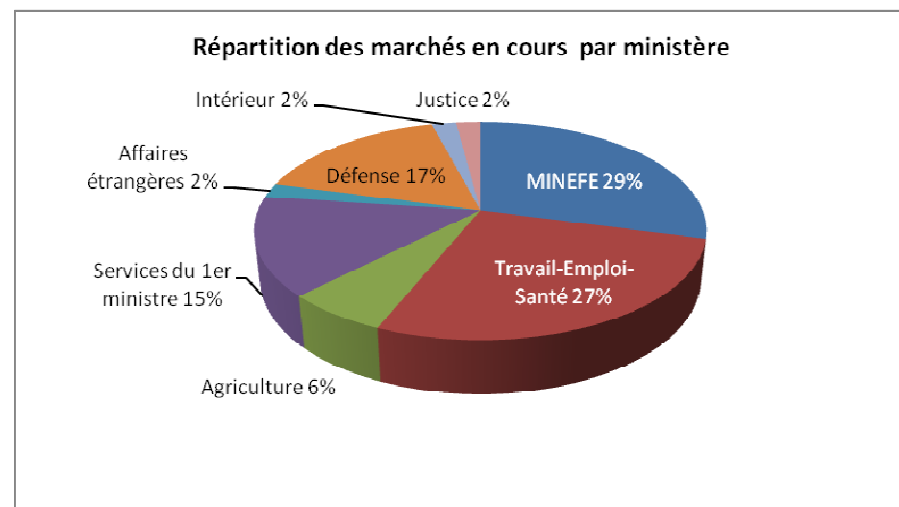


<p><i>Apport aux Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire</i></p>	<p>Aux 29 recrutements directs, s'ajoutent <b>36 contrats d'insertion</b> réalisés par des SIAE (achat d'heures ou sous-traitance)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soit un <b>apport en chiffres d'affaires de 234 000 euros aux SIAE</b> du territoire,</li> <li>• Correspondant à près de <b>13 000 heures d'insertion</b>.</li> </ul>
<p><i>Publics concernés</i></p>	<p><b>Ainsi 65 contrats de travail</b> ont été signés <b>au bénéfice de 60 personnes</b>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 29 en recrutements directs, soit <b>45% des contrats</b></li> <li>- 36 en contrats d'insertion, soit <b>55% des contrats</b></li> </ul>
<p><i>Autres activités</i></p>	<p>En 2010, 15 nouveaux marchés ont fait l'objet d'un travail avec les donneurs d'ordre et ont intégré des clauses sociales. Ils seront notifiés par les pouvoirs adjudicateurs en 2011, avec 3 nouveaux ministères concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Ministère de la Culture et de la Communication (3 marchés notifiés en 2011)</li> <li>- le Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative (2 marchés notifiés en 2011)</li> <li>- le MEDDTL (1 marché pour 2011)</li> </ul>

## Ventilation par ministère des marchés notifiés et en cours en 2010

	Marchés notifiés en 2010	Marchés en cours en 2010	Objectifs d'insertion en heures	Objectifs d'insertion en etp	Nb d'heures réalisées en 2010	Différentiel (réalisé – objectifs) en heures	Taux de réalisation 2010
<b>MINEFI</b>	11	14	9 572	5,3	9 964	+ 392	104,1%
<b>Travail - Emploi - Santé</b>	10	13	9 051	5,0	5 067	-3 984	56,0%
<b>Agriculture</b>	2	3	1 188	0,7	1 621	+ 433	136,5%
<b>Services du Premier ministre</b>	2	7	4 676	2,6	3 960	-716	84,7%
<b>Affaires étrangères</b>	0	1	778	0,4	2 464	+ 1 686	316,7%
<b>Défense</b>	8	8	7 929	4,4	10 763	+ 2 834	135,7%
<b>Intérieur</b>	1	1	2 129	1,2	0* (550)	-2 129* (-1 579)	0,0%* (25,8%)
<b>Justice</b>	1	1	337	0,2	356	+ 19	105,5%
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>48</b> (13 marchés notifiés en 2009)	<b>35 660</b>	<b>19,6</b>	<b>34 194*</b> (34 744)	<b>-1 466*</b> (-916)	<b>95,9%*</b> (97,4%)

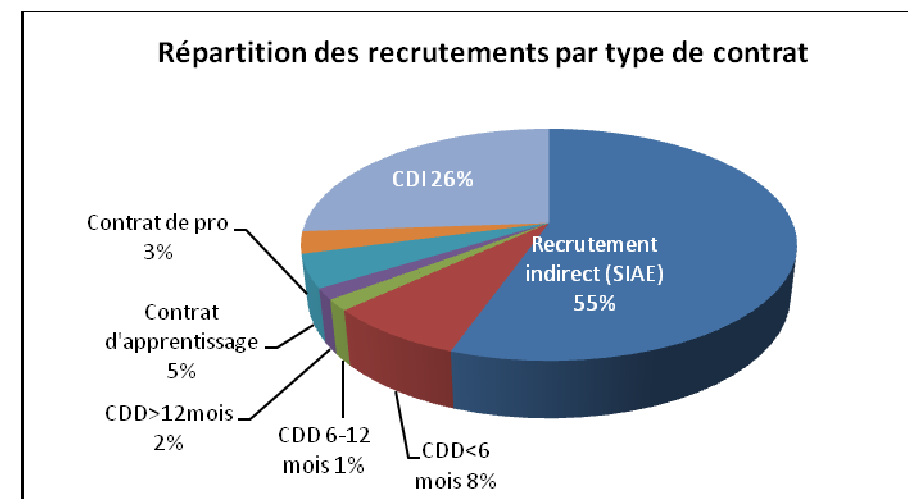
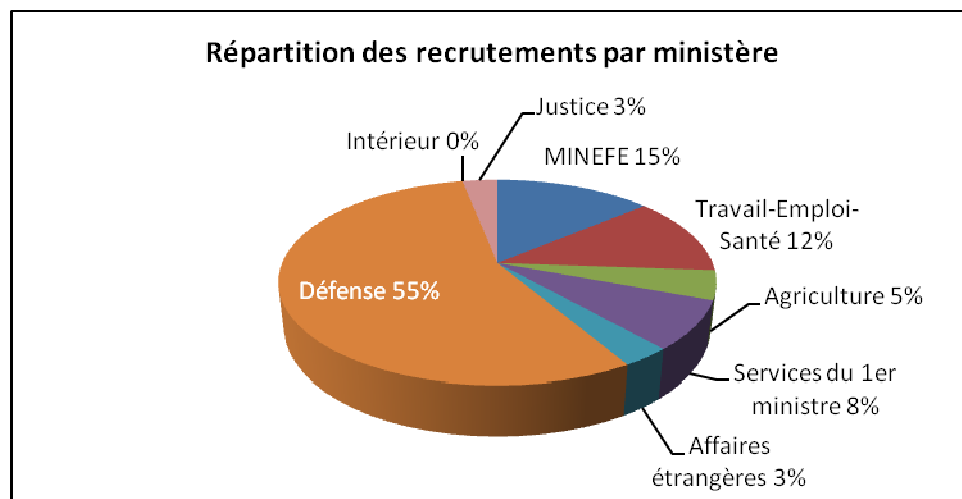
*\*NB : Le recensement des données 2010 de ce bilan a été arrêté au 30 avril 2011. Les heures d'insertion indiquées comme réalisées en 2010 peuvent donc être lacunaires, en fonction des informations remontées par les entreprises à la MEP. Ainsi, pour le marché du Ministère de l'intérieur, 550h ont été réalisées entre septembre et décembre 2010 par l'entreprise attributaire, mais l'information n'a été portée à connaissance de la MEP et validée qu'en mai 2011. Seules les données entre parenthèses prennent en compte cet élément.*



## Ventilation des recrutements par ministère et par catégorie d'emploi en 2010

MINISTERES	Recrutements indirects (SIAE)	Recrutements directs						TOTAL des recrutements par ministères
		CDD < 6 mois	CDD de 6-12 mois	CDD > 12 mois	Contrat d'apprentissage	Contrat de Professionnalisation	CDI	
MINEFI	6	1			1		1	9
Travail - Emploi - Santé		2		1		1	4	8
Agriculture	2						1	3
Services du Premier ministre							5	5
Affaires étrangères		1				1		2
Défense	27		1		2		6	36
Intérieur								0
Justice	1	1						2
<b>TOTAL des recrutements par type de contrat</b>	<b>36</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>65</b>

29 recrutements directs, soit 45% des contrats de travail  
 24 emplois durables, soit 83% des recrutements directs

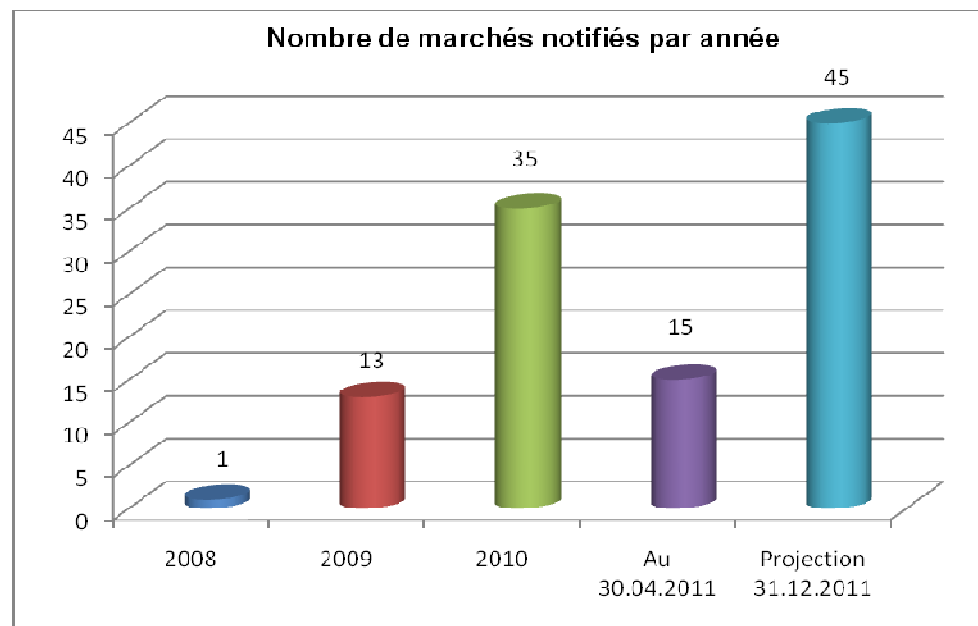


### La mise en œuvre d'une démarche d'insertion avec les pouvoirs adjudicateurs

1. A la demande des acheteurs (généralement le Responsable Ministériel des Achats), la MEP intervient pour **présenter son offre de services clauses sociales** : calibrage de la clause avec le donneur d'ordre, modalités de mise en œuvre par les entreprises et suivi de la réalisation des clauses d'insertion pour le donneur d'ordre.
2. Une première réunion de programmation avec les services du ministère est organisée pour expliquer et **identifier les marchés susceptibles d'intégrer une clause sociale** (suivant l'article 5 du CMP).
3. A l'issue de ce cadrage, chaque service concerné prend contact directement avec la MEP pour la **phase d'étude opérationnelle de chacun des marchés** (par exemple pour le Ministère de la Défense : SPAC, EIDP, DRCRT IdF, DIRISI). Les échanges sur les éléments techniques et financiers de chaque projet (mise au point du marché, rédaction du DCE, etc.) sont nombreux : rendez-vous sur site, échanges téléphoniques et courriels. L'étude de la MEP porte sur le choix des articles du CMP (14, 53, 30), le calibrage et la rédaction de la clause. Il peut arriver qu'à l'issue de cette phase de travail le marché ne soit pas lancé (voir ci-contre).
4. A l'issue de la validation de l'étude par les services acheteurs et la MEP, **le marché est lancé** par le pouvoir adjudicateur (appel d'offres). L'ensemble des pièces marché est transmis à la MEP, qui informe le cas échéant les entreprises soumissionnaires sur la clause (explication du CCAP).
5. **A la notification du marché**, une réunion de présentation de la démarche d'insertion est organisée avec l'entreprise titulaire, le pouvoir adjudicateur et la MEP. Un plan d'action est défini entre la MEP et l'entreprise attributaire et l'accompagnement de la MEP auprès de l'entreprise démarre.
6. **Une évaluation mensuelle avec l'entreprise** précise l'avancement de la démarche (à partir d'outils de suivi créés par la MEP). Des réunions de régulations avec l'entreprise peuvent être nécessaires, en cas de non respect de ses engagements par l'entreprise. Des alertes peuvent également être adressées au pouvoir adjudicateur, pour qu'il rappelle à l'entreprise ses engagements.
7. **Une évaluation de la réalisation de la clause est prévue annuellement avec le pouvoir adjudicateur.**

## 1. Marchés notifiés et objectifs d'insertion contractualisés

<i>Démarrage des marchés</i>	<b>49 opérations notifiées</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 opération notifiée en 2008</li><li>• 13 opérations notifiées en 2009</li><li>• 35 opérations notifiées en 2010</li></ul>
<i>Montant total des marchés</i>	Les marchés concernés par les clauses et notifiés au 31 décembre 2010 représentent plus de 81 millions d'euros (soit 162 millions d'euros au total en intégrant les marchés négociés en 2010 qui ne seront notifiés qu'en 2011).
<i>Objectifs d'insertion contractualisés</i>	<b>172 000 heures d'insertion</b> sont contractualisées sur les 49 marchés notifiés au 31 décembre 2010, soit l'équivalent de <b>94 emplois à temps plein</b> <b>306 000 heures d'insertion</b> , soit l'équivalent de <b>168 emplois à temps plein</b> pour l'ensemble des 64 marchés intégrant les 49 marchés notifiés en 2008, 2009 et 2010 et les 15 marchés qui seront notifiés en 2011.
<i>Procédure utilisée</i>	<b>Article 14 du Code des marchés publics pour les 49 marchés notifiés.</b> Parmi les marchés négociés mais démarrant en 2011, deux marchés associent l'article 53.1 avec l'article 14 (marchés du ministère de la Culture).



## 2. Entreprises attributaires des marchés

Caractéristiques des entreprises attributaires ou co-traitantes

**44 entreprises (43 entreprises attributaires et 1 entreprise co-traitante), dont :**

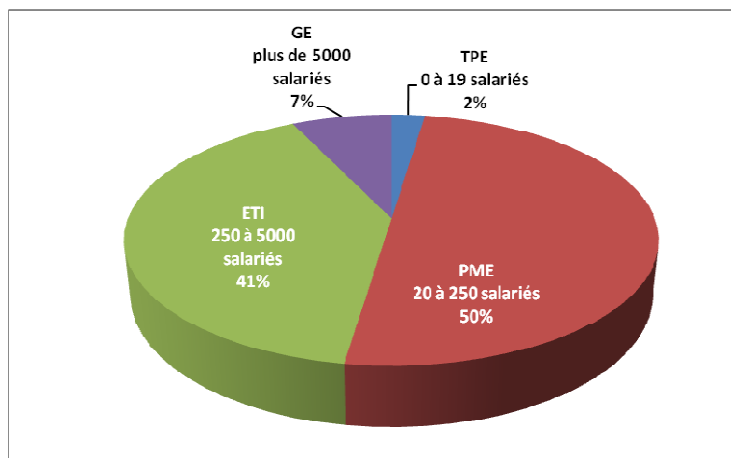
- 21 PME (20 à 250 salariés)
- 17 Etablissements de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés)
- 3 Grandes entreprises (+ de 5 000 salariés)
- 1 TPE (0 à 19 salariés)

Parmi elles, 22 entreprises appartiennent à 18 groupes.

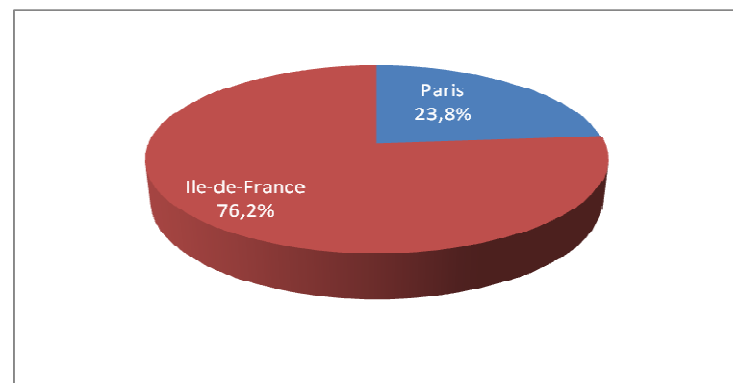
Les entreprises sont pour **24% parisiennes et 76% franciliennes.**

Il n'y a pas d'entreprises sous-traitantes concernées par ces marchés.

Répartition des entreprises attributaires par taille



Localisation des entreprises attributaires

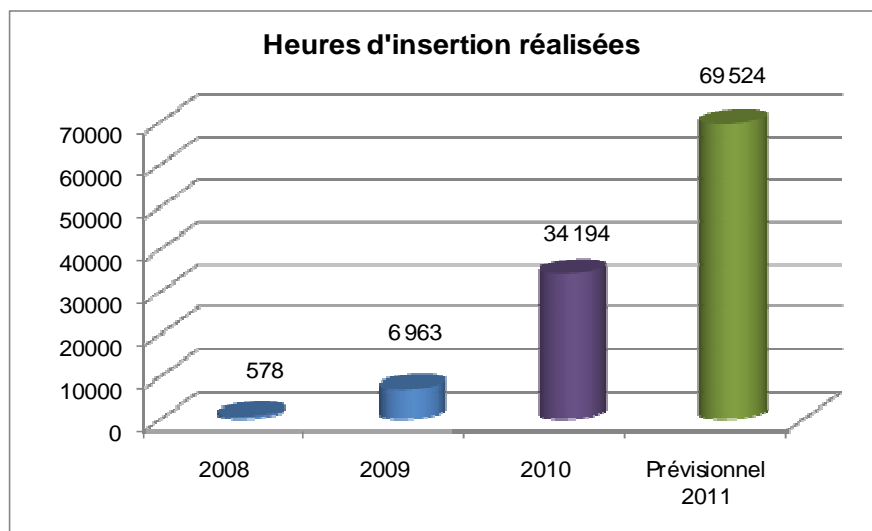


### 3. Heures d'insertion réalisées et prestations concernées

#### 41 735 heures d'insertion réalisées

- 34 194 heures en 2010, soit un taux de réalisation de 96%
- 6 963 heures en 2009, soit un taux de réalisation de 106%
- 578 heures en 2008, soit un taux de réalisation de 50%

🏗️ **69 524 heures d'insertion en prévisionnel pour 2011, soit un doublement des objectifs 2010**

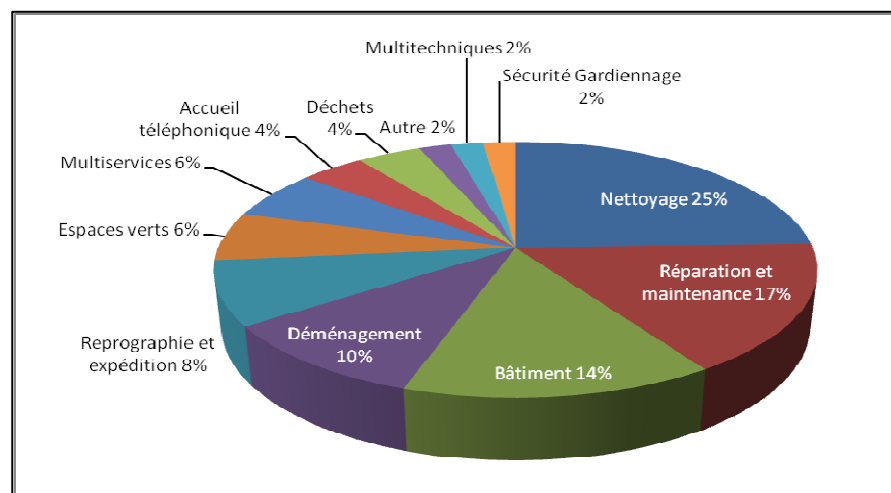


Secteurs d'activité concernés : Nettoyage (bureaux, vitrerie, véhicules), Réparation et maintenance, Bâtiment second œuvre (étanchéité, plomberie, électricité, peintures etc.), Déménagement, Reprographie et expédition (tri du courrier, impression), Prestations multiservices, Prestations multitechniques, Déchets (collecte, traitement, tri, valorisation), Espaces Verts, Sécurité – Gardiennage, Accueil téléphonique.

### Ventilation des marchés notifiés par activité et par ministère depuis 2008

Activités	MINISTERES								Nb de marchés par activité
	Affaires étrangères	Agriculture	Défense	Intérieur	Justice	MINEFI	Services du Premier ministre	Travail-Emploi-Santé	
Accueil téléphonique						1		1	2
Bâtiment			4			1		2	7
Déchets		1				1			2
Déménagement	1					2	1	1	5
Espaces verts					1		1	1	3
Multiservices			1			2			3
Multitechniques								1	1
Nettoyage			3			2	3	4	12
Réparation et maintenance						5	1	2	8
Reprographie et expédition		1				1	1	1	4
Sécurité Gardiennage		1							1
Solution d'impression				1					1
<b>Nb de marchés / ministère</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>49</b>

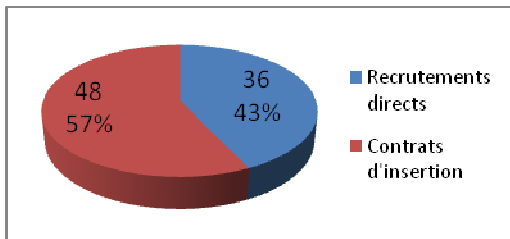
### Répartition par activité des marchés ayant intégré une clause sociale depuis 2008



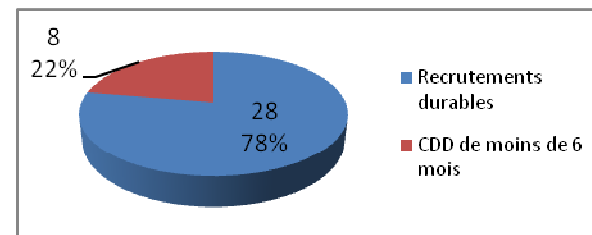
#### 4. Recrutements réalisés depuis 2008

<p>Recrutement directs</p>	<p><b>36 recrutements directs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 17 CDI</li> <li>• 6 contrats en alternance : 4 contrats d'apprentissage, 2 contrats de professionnalisation,</li> <li>• 3 CDD &gt; 12 mois</li> <li>• 2 CDD de 6 à 12 mois</li> <li>• 8 CDD &lt; 6 mois</li> </ul> <p><b>78% des recrutements directs sont des emplois durables (CDD de plus de 6 mois, contrats en alternance, CDI).</b></p>
<p>Apport en aux SIAE du territoire</p>	<p><b>9 SIAE partenaires sur les marchés de l'Etat</b> (6 SIAE sont parisiennes, 1 du 93, 1 du 77, 1 du 89 - Saint Fargeau dans l'Yonne)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 Entreprises de travail temporaire d'insertion</li> <li>- 1 Association intermédiaire</li> <li>- 1 Entreprise d'insertion</li> <li>- 1 Régie de quartier</li> <li>- 1 ACI (Atelier et Chantier d'insertion).</li> </ul> <p>Les entreprises attributaires ont fait appel à ces SIAE, pour de l'achat d'heures ou de la sous-traitance. <i>NB : L'entreprise d'insertion a également été attributaire d'un marché (marché du SPM pour du tri centralisé de courrier).</i></p> <p><b>Cela représente un apport en chiffres d'affaires de plus de 280 000 euros pour ces 9 structures :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- correspondant à plus de 15 000 heures d'insertion,</li> <li>- et à 48 contrats d'insertion mis en œuvre dans le cadre des clauses.</li> </ul>
<p>Recrutements réalisés</p>	<p><b>84 contrats de travail réalisés au bénéfice de 77 personnes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 57% en sous-traitance ou achat d'heures avec les SIAE (48 contrats d'insertion)</li> <li>- 43% en recrutement direct (36 recrutements directs)</li> </ul>

Répartition entre recrutements directs et contrats d'insertion



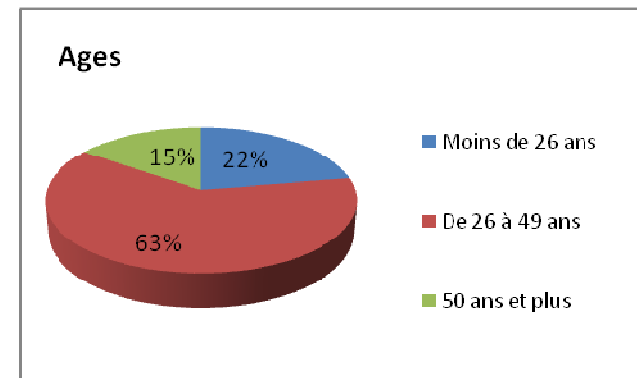
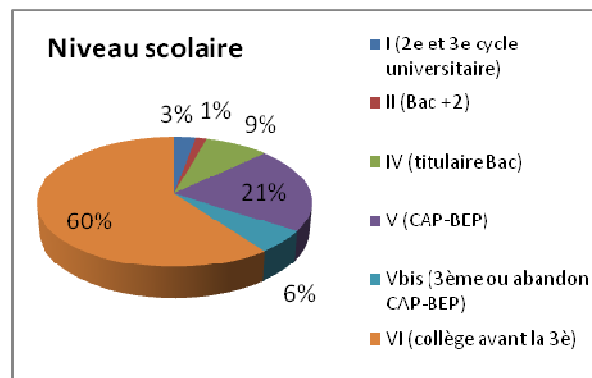
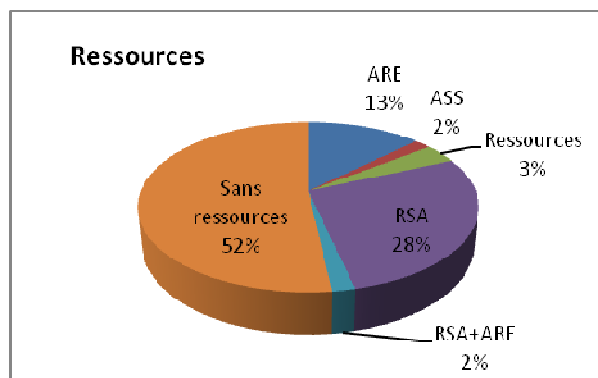
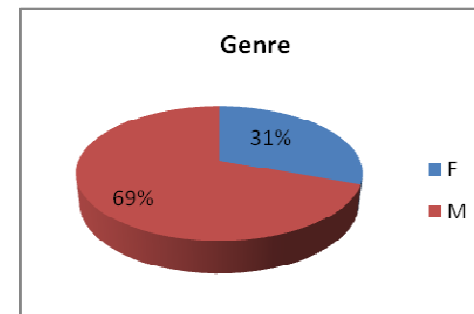
Part des recrutements durables dans les recrutements directs



## 5. Typologie des publics recrutés depuis 2008

77 personnes recrutées en contrats d'insertion et en recrutements directs :

- A 69,4 % des hommes (sur 72 données recueillies)
- 87% de niveau V, V bis, VI, soit un niveau inférieur ou égal au CAP-BEP (sur 70 données recueillies)
- 52% sans ressources, 28% au RSA, 13% touchent l'ARE (sur 54 données recueillies)
- 62,5% de 26 à 49 ans, 22% de moins de 26 ans, 11% de 50 ans et plus (sur 72 données recueillies)



### Typologie des publics bénéficiaires de recrutements directs depuis 2008 (29 personnes)

- A 65,5 % des hommes
- A 70% de niveau V, V bis et VI (sur 27 données recueillies)
- 33,3% sont sans ressource, 27,8% au RSA, 27,8% touchent l'ARE (sur 18 données recueillies)
- 55% sont âgés de 26 à 49 ans, 38% ont moins de 26 ans, 7% ont 50 ans et plus

### Typologie des publics recrutés en contrats d'insertion depuis 2008 (48 personnes)

- A 67,4 % des hommes (sur 43 données recueillies)
- A 98% de niveau V, V bis et VI (sur 43 données recueillies)
- 63% sont sans ressource, 29 % au RSA, 3% touchent l'ARE (sur 35 données recueillies)
- 70% sont âgés de 26 à 49 ans, 9% ont moins de 26 ans, 21% ont 50 ans et plus (sur 43 données recueillies)

## 6. La clause sociale, un dispositif d'accès à l'emploi durable : Quelques parcours d'insertion

### Public moins de 26 ans

#### **Homme, 21 ans, sans ressources, CQP APS.**

- ⇒ En CDI (35h/semaine) dans l'entreprise GROUPE SECURITEC PROTECTION au poste d'agent de sécurité qualifié, depuis le 18 juin 2010 (affectation hors site : siège social Paris Habitat, et sur site, marché clause à compter de juillet 2010).
- ⇒ D'un niveau scolaire 1<sup>ère</sup> STG (Sciences et Technologies de la Gestion), son projet professionnel s'affirme après 1,5 mois d'expérience comme agent de sécurité au supermarché LIDL (repérage vols à l'étalage et interpellation). Le poste en CDI au sein du GROUPE SECURITEC PROTECTION est une réelle opportunité.

### Public plus de 45 ans

#### **Homme, 52 ans, RSA, sans qualification.**

- ⇒ En CDI (35h/semaine) dans l'entreprise SIN&STES au poste d'agent de service depuis le 12 juillet 2010 (affectation sur site).
- ⇒ Après 14 ans d'expérience professionnelle au poste d'agent de propreté, via des contrats aidés et des CDD, et des périodes de chômage, il quitte le dispositif d'insertion PLIE Nord-Est, pour intégrer l'entreprise SIN&STES, par le biais de la clause sociale.

### Contrats en alternance (apprentissage pour les publics de moins de 26 ans et professionnalisation)

#### **Homme, 24 ans, BEP MSMA (Maintenance des Systèmes Mécaniques Automatisés), niveau Bac pro MEI (Maintenance des Equipements Industriels)**

- ⇒ En Contrat d'Apprentissage Bac Pro TMSEC (Technicien de Maintenance des Systèmes Energétiques et Climatiques) dans l'entreprise COFELY depuis le 25 octobre 2010.
- ⇒ Le recrutement a été réalisé directement par l'entreprise qui demandait un profil qualifié.

#### **Homme, 28 ans, RSA, Bac Maintenance des systèmes mécaniques automatisés.**

- ⇒ En Contrat de Professionnalisation Technicien de maintenance en équipements de génie climatique (35h/semaine) dans l'entreprise SPIE IDF NO au poste d'agent de maintenance depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010. Il obtient son titre professionnel et est major de sa promotion. Son contrat de professionnalisation a évolué vers un CDI depuis mai 2011.
- ⇒ Suite à une mauvaise orientation professionnelle, après l'obtention d'un Bac Professionnel en 2003, il exerce différentes activités à temps partiel (maquettiste, agent d'accueil au musée du Louvre) et souhaite réinvestir le domaine de la maintenance. L'obtention de son titre professionnel lui permet de dépasser son manque de confiance en lui.

### Du contrat d'insertion au CDI en entreprise « classique »

#### **Homme, 24 ans, sans ressources, sans qualification.**

- ⇒ En contrat d'insertion via l'ETTI Objectif Emploi dans l'entreprise ERI au poste d'aide électricien depuis le 22 mars 2010, son poste évolue vers un CDI le 29 novembre 2010 au poste d'électricien N1 (affectation sur site)
- ⇒ Cet emploi pérenne favorisera l'obtention d'un logement (hébergement provisoire chez un cousin).

**Femme, 33 ans, sans ressources, sans qualification.**

- ⇒ Le Contrat d'insertion via l'AI&ETTI Optim Emploi dans l'entreprise SIN&STES au poste d'agent de service depuis le 12 juillet 2010 évolue vers un CDI (35h/semaine) le 1<sup>er</sup> octobre 2010 (affectation sur site)

**Homme, 40 ans, CACES 1-3-5.**

- ⇒ Il obtient un CDI (35h/semaine) dans l'entreprise ORGANIDEM au poste d'ouvrier déménageur en septembre 2010, après 1 CDD de 12 mois, précédé d'un contrat d'insertion via l'E.I. ARES Services.
- ⇒ 2 ans après son entrée dans une Entreprise d'Insertion, et après une période de test en CDD, il obtient un contrat à durée indéterminée au sein d'une PME « classique » .

**Autres profils**

**Profil : Femme, 38 ans, BEP Administratif, Commercial et Comptable.**

- ⇒ Son contrat en intérim de 4,5 mois (35h/semaine) via Adecco dans l'entreprise RICOH au poste de gestionnaire comptes clients depuis le 13 septembre 2010, évolue vers un CDI le 1<sup>er</sup> mars 2011. (affectation hors site : Direction administrative et financière, Rungis)
- ⇒ Au poste d'assistante logistique et responsable achats dans la Société Bonpoint de 2001 à 2007, un accident avait suspendu toute activité pendant trois ans (RQTH). Recrutement réalisé par l'entreprise.

**Quelques parcours interrompus**

**Profil : Femme, 25 ans, RSA, Bac L.**

- ⇒ 1 CDI (32,5h / semaine) dans l'entreprise CITY-ONE Accueil, au poste d'hôtesse d'accueil depuis le 17 août 2010 (affectation hors site : Fédération de la Maille et de la Lingerie, Clichy)
- ⇒ L'entreprise interrompt la période d'essai le 24 septembre 2010.
- ⇒ En poste chez un client de CITY-ONE, la Fédération de la Maille et de la Lingerie, CITY ONE ne pardonne pas l'erreur d'avoir malencontreusement enfermé un salarié, en quittant le site.

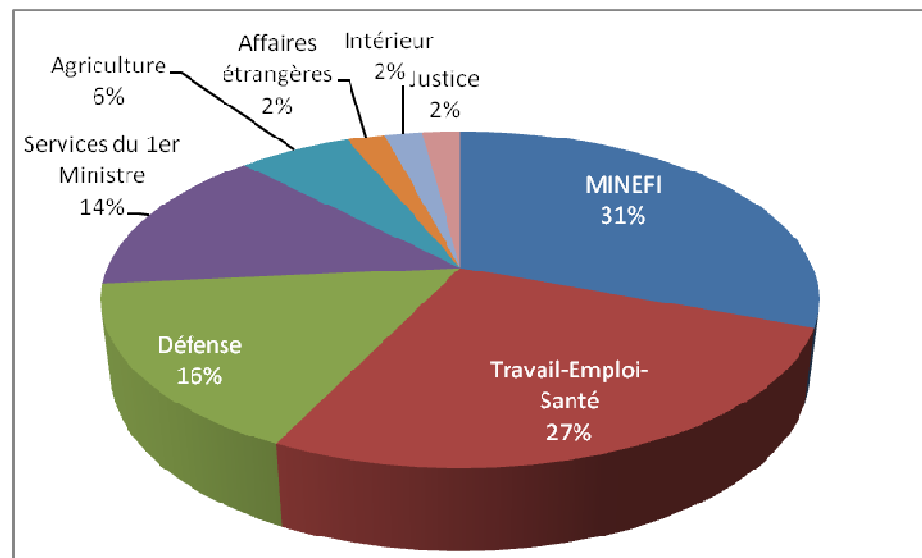
**Profil : Femme, 46 ans, sans ressources, sans qualification.**

- ⇒ 1 CDI (3h/jour) dans l'entreprise SIN&STES au poste d'agent de service depuis le 12 juillet 2010. (affectation hors site : Camputer et associés, La Défense)
- ⇒ La salariée démissionne le 17 septembre 2010.
- ⇒ Le motif est inconnu. L'activité partielle (65h/mois) ne répond sans doute pas aux besoins.

## Récapitulatif par ministère depuis 2008

	Nb de marchés notifiés	Objectifs négociés en heures	Objectifs en etp	Nb d'heures réalisées	Nombre de marchés avec clauses sociales
MINEFE	15	49 229	27,07	13 594	17
Travail - Emploi - Santé	13	66 608	36,59	6 067	16
Agriculture	3	6 268	3,46	1683	3
Services du Premier ministre	7	16 350	9,00	5763	7
Affaires étrangères	1	12 356	6,78	3510	2
Défense	8	64 628	35,47	10 763	11
Intérieur	1	62 050	34,00	0	2
Justice	1	5 610	3,08	356	2
Culture	2011	22 220	12,22		3
Education Nationale		2 160	1,2		1
Ecologie		3 036	1,7		1
<b>TOTAL</b>	<b>49</b>	<b>310 515</b>	<b>171</b>	<b>41 735</b>	<b>65</b>

Répartition des marchés notifiés depuis 2008 par ministère



## Récapitulatif des recrutements par ministère depuis 2008

MINISTERES	Personnes recrutées	Recrutements indirects (SIAE)	Recrutements directs						Total des recrutements par ministère
			CDD < 6 mois	CDD 6-12 mois	CDD > 12mois	Alternance		CDI	
						Apprentissage	Professionnalisation		
MINEFI	14	11	1	0	2	1	0	1	<b>16</b>
Travail - Emploi - Santé	11	6	2	0	1	0	1	4	<b>14</b>
Agriculture	4	0	0	0	0	0	0	1	<b>1</b>
Services du premier ministre	9	3	0	0	0	1	0	5	<b>9</b>
Affaires étrangères	5	0	4	1	0	0	1	0	<b>6</b>
Défense	32	27	0	1	0	2	0	6	<b>36</b>
Intérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Justice	2	1	1	0	0	0	0	0	<b>2</b>
<b>TOTAL des recrutements par type de contrat</b>	<b>77</b>	<b>48</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>84</b>

**Soit 36 recrutements directs (43% des contrats réalisés)  
dont 28 recrutements en emploi durable (78% des recrutements en emploi durable)**

Répartition des contrats de travail depuis 2008 par ministère

